

Projet WAIPRO

Compte-rendu du premier comité de pilotage du projet WAIPRO

Minutes of the first steering committee of WAIPRO

Ouagadougou, le 29 Juin 2010

Le comité de pilotage (CP) du projet s'est réuni pour sa première réunion le 29 juin à partir de 8 h à l'Hôtel Pacific à Ouagadougou. Douze membres ont pris part à cette réunion (cf. liste en annexe 1)

Key recommendations of the Steering committee

While recognizing delays in the project, partners acknowledge important achievements (the agreements are signed, there is a solid framework, a good harmony, good dynamics with farmers) and above all diagnoses have been done with quantified plans of action for each irrigated scheme

The Steering committee recommends:

1. to focus all efforts on the planned program of action in both countries (Niger and Burkina Faso), while being open to other regional initiatives, and while searching supplemental funding for the action plans;
2. in order to measure the impacts of actions, to continue the research on performances : at water use level (with students, 2iE), at agronomic level (monitoring indicators USAID) and at social level (Poverty 1, social cohesion, improvements in income, marketing)
3. to take into consideration environmental issues after the PERSUAP and give responsibility to national research institutes to work on this aspect with a dedicated budget
4. to prepare a new workplan for carrying out the works after with different diagnoses in the light of PERSUAP study, budget and periods of intervention.
5. to disseminate and communicate results at the national level and regional level (through CILSS) in association with new USAID initiatives (such as Feed the Future)

Principales recommandations du CP

Tout en reconnaissant le retard du projet, les partenaires saluent d'importants acquis (des accords signés, un montage solide, une bonne entente entre tous, une dynamique paysanne) et surtout des diagnostics précis avec plans d'actions chiffrés.

Le CP recommande :

1. de se concentrer sur le programme prévu dans les deux pays (Niger et Burkina Faso), en restant ouverts aux initiatives régionales, et tout en recherchant d'autres financements pour compléter les plans d'action
2. afin de mesurer les impacts des actions, de continuer le travail de recherche sur les performances : hydrauliques (avec les étudiants, 2iE), agronomiques (suivi des indicateurs USAID) et sociales (niveau de pauvreté, cohésion sociale, améliorations de revenus, commercialisation)

3. de prendre en considération les questions environnementales (PERSUAP) et confier aux instituts nationaux de recherche cette tâche supplémentaire qui nécessitera un budget dédié
4. de faire un plan d'action pour la réalisation des travaux suite aux différents diagnostics établis en tenant compte de l'étude PERSUAP, du budget et des périodes d'interventions.
5. de disséminer et communiquer les résultats au niveau des politiques nationales et régionales (grâce au CILSS) en liaison avec les nouvelles orientations de la politique USAID (*Feed the Future*)

Compte rendu détaillé

Tous les membres prévus au CP étaient présents sauf le représentant de l'USAID qui était excusé. Un tour de table de présentation a permis d'identifier les douze participants.

A. Ouverture par Clément Ouedraogo au nom du Secrétaire Exécutif du CILSS

Après avoir remercié l'assistance d'avoir bien voulu faire le déplacement, notamment les collègues nigériens, Clément ouvre les travaux en excusant le Secrétaire Exécutif et le Secrétaire Exécutif Adjoint du CILSS retenus dans une autre réunion. Clément se dit convaincu, grâce aux informations dont il dispose de la part de l'analyste financier du CILSS que les transferts financiers vont maintenant reprendre normalement.

Clément Ouedraogo met alors en place un présidium et rappelle l'ordre du jour (cf annexe 2)

Il est décidé à l'unanimité de commencer par l'ensemble des présentations (partie B ci-dessous) puis d'organiser une séance de questions (partie C), enfin de terminer par une discussion générale (partie D) dans le but d'obtenir un consensus sur les actions à mener pour un plan d'action réaliste.



Figure 1 et 2 : Une vue de la réunion du CP et l'équipe nigérienne à droite

B. Présentations

1) Etat d'avancement du projet par le chef de projet IWMI Hervé Léville

Hervé rappelle que trois activités étaient prévues au projet :

1 diagnostiquer : des diagnostics sur 5 sites (Karfiguéla et Talembika au Burkina Faso, Daibery, Galmi et Djiratawa au Niger), mesurer les performances (benchmarking), analyser la productivité et la rentabilité

2 – mettre en œuvre (améliorer les aspects hydraulique et leur gestion : renforcer les associations d'usagers -Faire des tests sur les fertilisants et les variétés. Renforcer les services décentralisés).

3 - Disséminer (Renforcer la vulgarisation agricole. Disséminer les résultats et communiquer. Organiser des ateliers).

Nous avons du retard et pouvons considérer trois périodes depuis les 11 mois d'exécution effective du projet:

- Une période de la contractualisation : Août – Décembre 2009 : Accords et protocoles, définition d'indicateurs et proposition de *workplan* puis contrats directs avec l'IWMI pour accélérer les diagnostics de Karfiguela et Daibery.
- Le temps des difficultés : Coup d'Etat au Niger et retrait des crédits du 8 février au 8 mai.
- Enfin le temps de la reprise : les crédits revenus fin mai ont permis de faire les deux derniers diagnostics Galmi et Djiratawa et un début de formation au Burkina à Karfiguela.

En dépit de cela l'évaluation USAID le 22 février à Bamako était positive et nous avons fait de nombreuses missions et réunions, des pré-enquêtes, lancé des travaux d'étudiants, enfin fait une étude environnementale d'Avril à Juin 2010.

Il faut insister sur le fait que les acquis sont importants : les accords ont été signés, la méthodologie de diagnostic a été menée à bien sur 5 sites très divers et complexes. Cette approche diagnostic semble pertinente. Elle a certes un coût et entraîne des délais (la disponibilité des experts est limitée) mais le monde paysan est réceptif et accepte les critiques à son encontre. M.Lempérière (auteur de la méthode) a apprécié et ARID suit le processus.

Les premiers enseignements sur les périmètres sont nombreux :

- Les contraintes sur les systèmes irrigués sont énormes (fragilité de la ressource, risques de défaillances, conflits latents) en raison d'une mauvaise gestion hydraulique et économique.
- Les aspects gestion de bassin versants sont plus importants que prévus (négociation de droit d'eau au niveau à Karfiguela, ressource menacée à Galmi et Talembika, recharge de la nappe inconnue à Djiratawa, sédimentation de la prise à Daibery)
- Les performances des périmètres sont peu connues (pas de suivi systématique, les rendements sont connus mais pas la productivité de l'eau) et les performances sont complexes à mesurer car les systèmes informels se développent à vive allure à proximité des systèmes formels (Karfiguela, Talembika, Galmi)

Cette connaissance par la recherche, avec les partenaires prendra du temps car les cas choisis sont très complexes et on est dans un processus itératif.

La question qui se pose est : Après les diagnostics, quels travaux prioritaires et comment les mettre en œuvre rapidement ? On a en effet des plans d'actions ambitieux mais assez peu de moyens. Il y a aussi une attente et une mobilisation paysanne (parfois avec participation financière forte) et les services décentralisés sont aussi demandeurs de soutien. On peut trouver des compléments pour des réhabilitations complètes.

Hervé conclut en précisant que cette réunion doit permettre de soulever les difficultés et proposer des solutions pour décaisser rapidement. L'USAID veut une augmentation rapide et réelle de la production mais aussi des solutions durables. Il faut s'entendre sur un plan d'action prioritaire.

2) Bilan du plan d'action au Burkina-Faso par M. Adolphe Zangré (DADI)

M. Zangré rappelle que la DADI a été désignée comme point focal national dès juillet 2009. Après la signature du protocole de collaboration entre le CILSS, l'IWMI et la DADI en Novembre 2009, des protocoles bilatéraux d'opération DADI-CNID-B et DADI-INERA ont été signés.

Parmi les résultats atteints il faut noter :

- la réalisation des DPRP avec plans d'actions de Karfiguéla (décembre 2009) et de Talembika (Février 2010) puis leur restitution (décembre puis juin 2010 respectivement).
- une étude d'évaluation des travaux de réfection du réseau de Karfiguéla
- un début de mise en œuvre du plan d'action de Karfiguéla par les activités de redynamisation des coopératives en juin 2010 (relecture des textes de base)

Il est proposé un plan d'action :

- pour Karfiguela de 81 160 000 FCFA avec trois volets : hydraulique, agronomique et organisationnel.
- pour Talembika de 66 951 700 pour une remise en état du périmètre et une redynamisation de la coopérative.

Seuls 14 % de dépenses prévues au protocole ont été réalisées pour l'instant, principalement portées par le CNID-B car l'INERA n'a pas encore commencé ses activités de recherche.

Parmi les difficultés rencontrées Adolphe Zangré souligne les lourdeurs dans le déblocage des fonds, l'insuffisance de ressources pour assurer la mise en œuvre des activités identifiées, l'exécution d'activités non identifiées au démarrage du projet mais qui se sont avérées essentielles au cours de l'exécution du projet.

En conclusion Adolphe Zangré souligne qu'on a quand même des acquis considérables, notamment la réalisation de DPRP considérés qui sont des outils de plaidoyer. Le défi à relever demeure la réalisation d'actions significatives pour améliorer la productivité des périmètres concernés ; il faut selon lui focaliser l'intervention du projet sur les activités identifiées.

3) Bilan des résultats obtenus au Niger par M. Bachir Ousseini

Ce dernier précise que trois périmètres ont été choisis (le quatrième à savoir celui de Chetimari a été abandonné car les crédits étaient insuffisants). Le protocole CILSS-IWMI-DGGR a été signé le 19 décembre 2009. Le projet a été officiellement créé au Niger par arrêté ministériel en janvier 2010 et un comité technique national a été institué qui s'est régulièrement réuni depuis le 25 janvier. Un compte bancaire a été ouvert mais il n'a jamais été alimenté car en février 2010 un coup d'Etat a entraîné une suspension de l'aide américaine.

Trois diagnostics participatifs rapides ont été réalisés sur les périmètres retenus, suivis d'ateliers nationaux de restitution (Daiberi du 4 au 14 décembre 2009, restitué le 16, Djiratawa et Galmi par deux équipes du 03 au 09 juin 2010 avec restitution le 25 juin 2010 à Niamey.

Les diagnostics font tous ressortir des problèmes similaires à savoir

- Une insuffisance d'eau d'irrigation:
- La dégradation du système de protection de périmètres
- La difficulté d'accès aux intrants
- La difficulté pour la commercialisation
- Un faible niveau organisationnel

Des plans d'action globaux ont alors été élaborés : les coûts par périmètre sont de l'ordre de 200 à 300 Millions FCFA mais des plans d'action « d'urgence » ont été élaborés avec partage des coûts avec les producteurs ce qui est déjà un résultat remarquable.

A Daiberi, le plan d'urgence prévu de juillet à décembre 2010 est de 48 212 555 F CFA avec une participation de la coopérative de 18 282 500 F CFA. Il faut souligner que des actions ont déjà été réalisées par les paysans eux mêmes: le curage du chenal et la révision de 2 des 4 pompes. A ce plan d'action il faudra ajouter les formations et la redynamisation du comité de gestion de l'eau

A Djiratawa, il est proposé 33 021 494 F CFA de travaux en se concentrant sur 4 forages pilotes (sur les 42 forages au total). Il est prévu une participation au financement de la Coopérative à hauteur de 6 062 900 F CFA.

A Galmi, il est proposé 1) de récupérer 11 ha et de protéger le périmètre par la reconstruction d'une digue rompue à plusieurs endroits 2) d'améliorer l'alimentation de 5 ha par la réfection d'un canal 3) enfin de renforcer les capacités de la coopérative et du comité de gestion de l'eau. Le coût du plan d'action est de : 54 018 320 F CFA (avec apport de la coopérative 4 298 100 FCFA. La période de réalisation peut s'étaler de juillet 2010 à mars 2011.

4) Bilan de l'activité 4 de WAIPRO par Clément Ouédraogo

Clément rappelle les objectifs de l'activité 4: stimulation des investissements dans l'irrigation à petite échelle dans le Sahel, amélioration des pratiques au Sahel et amélioration des politiques et des stratégies d'investissement dans les pays concernés.

Il est ainsi proposé : d'actualiser le programme PRADPIS; d'étudier et diffuser les bonnes pratiques ; d'appuyer les politiques et stratégies dans les états du CILSS, d'assurer la cohérence des

politiques et stratégies nationales avec les politiques, programmes et stratégies globales sous régionales.

Il ajoute que le CILSS assure aussi la coordination du projet (organisation des rencontres et des comités de pilotage; suivi des rapports et diffusion des résultats; comptabilité générale; gestion des paiements ; secrétariats).

En termes de bilan et de perspectives de cette activité 4 deux power points ont été présentés, l'un par le consultant chargé de l'actualisation du PRADPIS et l'autre par Clément sur les études en préparation.

4.1 Etude des projets de petite irrigation par le consultant M. Abel Tigassé

A partir d'une rencontre des services techniques des différents pays (au Mali, Niger, Sénégal et Burkina), le consultant et son collaborateur ont établi une liste de projets et ils ont chiffré les coûts détaillés de réalisation ainsi que le gain possible en termes de production alimentaire et de revenu supplémentaire. Le but est de constituer un portefeuille de projets pour la relance du PRADPIS. Le rapport de cette étude sera déposé en début Juillet 2010.

4.2 Nouvelles études en préparation sur la composante 4 par Clément Ouédraogo

La composante 4 doit faire la promotion de la petite irrigation au Sahel. Il est proposé de mener une analyse dans les deux pays cibles. Un appel d'offre sera lancé à cette fin dans les prochains jours.

Au Niger : il est proposé d'analyser la contribution de l'agriculture irriguée au PIB agricole et son impact sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Pour justifier cette étude, Clément explique qu'en 2001 la contribution était de 14% mais une nouvelle cible de 28 % est fixée pour 2015. Il s'agira de voir où en est on en menant les analyses suivantes :

- Analyse des actions à mener dans le cadre de la Stratégie Nationale Développement de l'Irrigation et la Collecte des Eaux de Ruissellement (SNDI/CER) à l'horizon 2015
- Développement d'un modèle macroéconomique adapté
- Analyse des différents scénarios d'investissements publics et leur impact le PIB agricole .
- Analyse de la cohérence entre stratégie nationale et stratégies régionales (PNI et PRI)

Au Burkina Faso il s'agira aussi de mener une étude diagnostic en vue de l'harmonisation et de l'optimisation des interventions en agriculture irriguée. Un document de «politique de développement durable de l'agriculture irriguée» (2003) existe mais il reste d'énormes difficultés et défis comme la multiplicité des stratégies d'intervention, l'absence de textes précis, l'inexistence d'une «autorité active» pour le contrôle et l'application des normes et règles de gestion.

Au terme de cette étude diagnostic, un document d'analyse et de proposition de stratégies et de mécanismes d'optimisation des interventions dans le sous-secteur est proposé.

5) Etude environnementale PERSUAP par Dr Hilmy Sally

Hilmy rappelle que cette étude environnementale est obligatoire pour tous les projets USAID. Elle a été réalisée par M. Alan Schroeder qui a visité le Burkina en mars-avril 2010. Il a interviewé

producteurs, vendeurs de pesticides, chargés du projet et a reçu de la part des partenaires des fiches détaillées des principaux pesticides utilisés. Son rapport de 86 pages en anglais a été reçu le 26 juin 2010.

Il est recommandé 1) des actions immédiates :

- Former sur la Gestion intégrée et l'utilisation prudente des pesticides
- Procurer des vêtements de protection
- S'assurer que les pesticides utilisés ne comportent pas les produits dangereux (cf.liste)
- diffuser la liste des pesticides homologués dans les pays du CILSS
- S'assurer que tous les acteurs possèdent un exemplaire du Material Safety Data Sheet

2) des actions à entreprendre d'ici décembre 2010

- WAIPRO et la recherche agronomique réalisent des plans de gestion des pestes
- le coordonateur des formations WAIPRO bénéficie d'une formation spécifique

3) des actions continues : promotion de la sécurité et des bonnes pratiques

a) s'assurer que les producteurs bénéficiaires n'emploient pas de pesticides qui contiennent des éléments non homologués et qu'ils se dotent de vêtements de protection et appliquent aux heures appropriées b) - WAIPRO se procure la liste CILSS des pesticides homologués tous les 6 mois c) - WAIPRO doit promouvoir des pesticides qui contiennent des ingrédients actifs à base de plantes d) - s'assure que les acteurs vérifient les consignes de sécurité et introduire des concepts et outils conformes aux bonnes pratiques.

4) - des actions de coordination et de gestion du projet

a) suivi de producteurs pour s'assurer qu'ils comprennent et adoptent b) signaler les changements éventuels sur la liste CILSS c) WAIPRO mentionne dans les sous contrats les noms de pesticides non admis d) -soumet un rapport annuel « atténuation et suivi environnemental » e) - modifie chaque année le PERSUAP pour prendre en compte les stratégies GIP f) WAIPRO rédige un manuel EMMP qui met en évidence les problèmes relatifs aux pesticides et leur atténuation possible.

6) Bilan des activités de l'ARID par son président Moussa Amadou

M. Moussa rappelle que dans ce projet l'ARID doit : 1. Faire part des expériences du projet APPIA 2. Participer aux diagnostics et Benchmarking ; 3. Consolider les réflexions et les résultats des comités nationaux (CNID-B, ANID) ; 4. Diffuser les résultats 5. Participer au suivi et au pilotage . 6. Participer à la mise en œuvre de l'activité 4 pilotée par le CILSS.

Depuis la signature du protocole, l'ARID a mené 2 activités:

1. Capitalisation de la méthode du DPRP: collecte et traitement des informations sur les périmètres approche APPIA (en cours); le constat c'est qu'en général les périmètres (4 visités sur les 11) ont connu une amélioration de leurs performances grâce à des initiatives paysannes ou à l'action d'autres projets de développement. Par exemple Au Burkina Faso : le périmètre de Titao a mis en œuvre une

grande partie de son plan d'actions et ses performances sont améliorées. De façon générale, le DPRP est un excellent outil.

2. Participation aux diagnostics au Burkina Faso et au Niger. Il ressort globalement que les diagnostics WAIPRO ont été menés suivant les dispositions du manuel du DPRP sauf que tous les outils ne sont pas utilisés par insuffisance de temps et du budget y relatif.

Le budget global prévu suivant l'accord ARID-CILSS est de 10 570 000 fcfa .Le bilan des réalisations financières à cette date est de: 3 820 000 fcfa; Le reste à engager est de: 6 750 000 Fcfa.

7) Communication de l'INRAN au Niger

Mme Habsatou Boubary explique qu'il faut lever certains obstacles sur nos périmètres. C'est pourquoi INRAN met à disposition des chercheurs, collabore avec l'IWMI sur les questions de rentabilité et va faire des tests participatifs sur les engrais et les variétés. Elle ajoute qu'il existe une convention avec DGGR de 50 millions. Certes les activités n'ont pas encore commencées mais il va y avoir dans les prochaines semaines :

1) des étudiants de la Faculté d'Agronomie suivis par Illiaoussou Maiga en liaison avec l'IWMI sur les trois sites sur les questions de performance

2) des enquêtes exploratoires par rapport aux contraintes agronomiques. En effet les maladies et pestes ne sont pas assez mises en avant dans le projet (par ex. le problème des nématodes)

Pour ce qui concerne les variétés, certaines variétés peuvent être mises à disposition du projet. Il s'agit bien entendu de transfert de technologie et non pas de recherche fondamentale.

8) Communication de l'INERA au Burkina Faso

Le professeur Dona Dakouo a présenté la liste des 7 membres de l'équipe pluridisciplinaire de l'INERA en charge des activités de recherche en riziculture. Il explique ensuite la proposition rédigée récemment soumise à la DADI pour le démarrage des actions de recherche. La proposition se concentre sur le site rizicole de Karfiguéla mais l'équipe pourrait également s'impliquer dans les activités sur Talembika à travers l'équipe INERA travaillant sur les cultures maraichères.

Par ailleurs il précise que l'INERA a aussi l'expérience sur les méthodes douces (gestion intégrée de la culture et des déprédateurs) et peut donc travailler en réponse aux préoccupations de PERSUAP.

9) Intervention de ROPPA

M. Saliou NDIAYE explique que l'organisation paysanne et ses membres veulent maintenant participer à la dissémination des résultats du WAIRO qu'ils trouvent approprié. Des contacts avaient été pris avec M. Lévyte mais n'avaient pas eu de suite. ROPPA souhaite signer une convention sur des actions à entreprendre dans les prochains mois.

Concernant les présentations précédentes Mme Maïmouna Ouédraogo ajoute par rapport aux présentations qu'ils trouvent pertinentes quelques aspects qui mériteraient approfondissement 1) le

foncier 2) la commercialisation 3) la transformation avec une idée de travailler avec les étuveuses car ces dernières vont créer une union nationale 4) l'aspect compte d'exploitation des périmètres.

C. Séance de questions et remarques

La DADI souhaite que les travaux d'étudiants soient valorisés. A. Zangré propose que les diagnostics pourraient être mis sur le site d'ARID.

Pour tous les aspects de coordination entre acteurs les partenaires du Niger expliquent qu'ils se sont souvent réunis au niveau du comité technique national du projet WAIPRO, ce qui a bien fait avancer les choses.

Les réactions sur les pesticides doivent nous orienter aussi sur les formations mais certaines existent avec l'UEMOA. Clément ajoute qu'il existe un comité sous régional des pesticides à l'Institut du Sahel (CILSS Bamako). Il est décidé de confier le travail de suivi des pesticides à l'INERA et INRAN.

Il est mis en avant la nécessité d'impliquer les producteurs dans les formations et de développer des synergies et échanges d'expériences entre agriculteurs et techniciens. Les manuels de bonnes pratiques doivent être vulgarisés auprès des paysans mais l'analphabétisme limite cette action. ONAHA explique qu'il faut donc former des formateurs.

D. Discussion sur les actions à conduire par la suite

Il est souligné que les travaux sont presque impossibles à réaliser entre juillet et septembre en raison de la saison des pluies. Il faut plutôt miser sur de la formation, des réparations urgentes. Ainsi ONAHA pour le Niger explique que l'on pourra cependant conduire des actions sur les pompes de Daibery et la redynamisation des comités de gestion. De même à Galmi ils peuvent faire des formations et de la redynamisation et à Djiratawa ils peuvent travailler sur les forages et redynamiser également. On peut aussi profiter de la saison des pluies pour lancer des appels d'offres (en cas d'urgence on peut passer de 45 j à 15 j au Niger). Moussa fait remarquer que pour des travaux on peut aussi spécifier qu'aucune avance n'est faite à l'entreprise. Mr Ousseini. Bachir suggère que WAIPRO interroge DADI et DGGR sur ces questions pratiques.

Il y aura aussi des actions d'études et des échanges d'expérience qui seraient très appréciées. Pour le Burkina Faso, M. Zangré explique qu'on veut se focaliser sur Karfiguela mais on ne va pas oublier Talembika. Même si le cas de ce périmètre « refusé par les producteurs » est effectivement complexe. On apprend au passage qu'au Niger on a aussi des cas de périmètres refusés par les paysans.

ROPPA précise qu'on pourrait travailler à la connaissance des forces et faiblesses des coopératives de Karfiguela et proposer des formations sur vie associative et leadership. En effet ROPPA pense qu'il faut repérer et s'appuyer sur des leaders paysans.

Charlotte de Fraiture pose la question d'une extension possible sur d'autres pays ou d'autres périmètres en année 2. Clément confirme que c'est une question clé. Mais il est décidé de se

concentrer sur l'existant, quitte à développer des échanges entre pays et à s'ouvrir aux nouvelles initiatives (par exemple *Feed the future* dans un pays comme le Mali)

ARID pourra mettre en ligne les rapports, et suggère que l'on communique par vidéos conférences.

Clément fait le bilan financier. Le compte est actuellement vide mais il n'y a pas d'inquiétude pour la suite. Il justifie les lenteurs de décaissement par le fait qu'il y a des procédures. Bachir ajoute qu'il y a maintenant une dynamique lancée avec les paysans et que d'autres bailleurs (ONAHA souligne que les Japonais pourraient être approchés). Charlotte (IWMI) conclut en disant qu'il y a beaucoup de travaux déjà faits et qu'il faut maintenant valoriser.

Au nom du CILSS Clément Ouedraogo clôt la réunion à 13 h 30. Une réunion du Comité de Pilotage aura lieu en décembre 2010.

Annexe 1: liste des membres présents

N°	NOM	PRENOM S	STRUCTURE	FONCTION	PAYS	TELEPHONE	
1	BOUKARY	Habsatou	INRAN	Agronome – Chercheur	NIGER	227-9472855141	bhameatou@yahoo.fr
2	DAKOUO	Dona	INERA	Directeur de recherches Chef du Programme Riz et Riziculture	BURKINA FASO	70 17 79 54	dakouo@hotmail.com
3	DEFRAITURE	Charlotte	IWMI	Acting Head of Office	GHANA	233-240654545	c.fraiture@cgiar.org
4	EL HADJ DANGO	Samirou	ONAHA	Directeur Régional	NIGER	00227-96 87 69 68	nelhadjsaminou@yahoo.fr
5	LEVITE	Hervé	IWMI	Chef de projet IWMI	BURKINA FASO	71 82 26 18	Herve.levite@gmail.com
6	MOUSSA	Amadou	ARID	Président	BURKINA FASO NIGER	50 30 43 61 96 25 54 26	m.amadou@yahoo.fr
7	NDIAYE	Saliou	ROPPA	Chargé de suivi capitalisation	BURKINA FASO	50 36 08 25 78 83 72 97	salioundiaye@roppa-ao.org asliou@hotmail.com
8	OUEDRAOGO	Clément	CILSS-PRAME	Coordonnateur	BURKINA FASO	50 37 41 25/26	clement.ouedraogo@cils.s.bf
9	OUEDRAOGO	Maïmouna	UNPR-B	Secrétaire Permanent	BURKINA FASO	50 48 60 62 70 23 96 85	unpr_b@yahoo.fr
10	OUSSEINI	Bachir	DGGR	Chargé d'études	NIGER	227-20 73 21 48	bachousseini@yahoo.fr bachousseini@gmail.com
11	SALLY	Hilmy	IWMI	Chercheur/Représentant IWMI	BURKINA FASO	50 37 41 25 75 61 62 09	h.sally@cgiar.org
12	ZANGRE	B.V.C. Adolphe	DADI	Chef de service	BURKINA FASO	50 49 99 00-09 70 26 03 81	azangre@hotmail.com

Annexe 2 Ordre du jour prévisionnel

08:00-08:30	Accueil des participants	
09:00-09:15	Présentation générale de l'état d'avancement du projet, rappel des accords signés mais aussi des retards et ses difficultés	Herve Lévite
09:15-09:30	Présentation des résultats obtenus au Burkina-Faso et des propositions de plan d'action.	Adolphe Zangre
09:30-09:45	Présentation des résultats obtenus au Niger et des propositions de plans d'action	Bachir Ousseini
09:45-10:00	Présentation des résultats de l'évaluation environnementale préalable	Hilmy Sally
10:00-10:15	Présentation des résultats de la composante 4 du CILSS	Clement Ouedraogo
10:15-10:30	Interventions de l'ARID et liens avec d'autres initiatives nationales ou régionales	Amadou Moussa
10:30-11:00	Discussion sur les réalisations effectuées et leur valorisation possible	Herve Lévite
11:00-11:20	Pause Café	
11: 20 - 11:40	Discussion sur une révision du programme de travail	Clement Ouedraogo
11:45-12: 00	Mise en place des actions de recherches (avec INERA et INRAN)	
12:00-12: 30	Propositions de mise en place des plans d'actions de travaux et de renforcement de capacités	Hervé Lévite et Hilmy Sally
12:30-13: 30	Approbation des actions à conduire jusqu'à fin septembre 2010 et des actions à mettre en œuvre pour l'année 2. Discussion sur les modalités de fonctionnement du projet : durée, justification des dépenses etc..	Hervé Lévite Clément Ouedraogo
13:30-14:30	Déjeuner et clôture	